

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1933

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Budget du Ministère de l'Intérieur pour 1934.*(Voir le n° 5-VI du Sénat)*

Présents : MM. le Vicomte BERRYER, président; CLAESSENS (Edouard), COENEN, le chevalier DESSAIN, le baron DE KERCHOVE D'EXAERDE, GILLON, HUYSMANS (Armand), LIGY, MAHIEU, MISSON, VAN HOESTENBERGHE et le baron DELVAUX DE FENEF, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le budget du Département de l'Intérieur pour 1934 est présenté sous une forme différente de celui des exercices précédents. Le tableau suivant montre les différences entre l'ordre adopté pour ceux-ci et pour celui-là.

PREMIÈRE SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

	1932	1933		1934
I. Administration centrale fr.	6,376,353	4,497,209	I. Dépense de personnel . fr.	24,629,805
II. Pensions et secours .	215,000	212,000	II. Dépenses de matériel .	3,930,389
III. Statistique générale	166,500	195,925	III. Subsidés et subventions .	1,430,500
IV. Affaires provinciales et communales . .	27,029,200	24,093,400	IV. Dépenses de prévoyance sociale, d'assistance judiciaire, de bienfaisance et d'hygiène	18,000,000
V. Affaires électorales .	1,927,000	27,000	V. Pensions et secours .	440,338
VI. Milice	1,600,000	1,338,500	VI. Travaux et acquisitions subsidés pour travaux .	340,000
VII. Sapeurs pompiers	10,000	8,500		—
VIII. Décoration civique	20,000	17,000		—
IX. Crois de Fer .	10,400	10,400		—
X. Dépenses diverses .	42,250	33,550		149,000
XI. Total des dépenses ordinaires . . . fr.	37,306,703	30,443,984		48,900,032

DEUXIÈME SECTION.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

	1932	1933	1934
Liquidation du Gouvernement d'Eu- pen-Malmédy fr.	416,000	218,000	»
Subside à l'Œuvre Nationale des Invalides de guerre	20,000,000	20,000,000	»
Recensement général de la population.	3,000,000	1,605,000	»
Services divers	23,416,000	21,823,000	90,000
TOTAL DU BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR fr.	60,812,703	52,256,984	48,990,032

Par la « Note justificative » qui fait suite aux chiffres du budget, le Département remarque « qu'en raison des modifications apportées à la présentation du budget par l'arrêté royal du 14 août 1933, il n'est pas possible de fournir une comparaison par article des crédits sollicités pour 1933 et 1934 ».

La Note ajoute que « dans un but de clarté », des dépenses de nature distincte ont été classées dans des chapitres distincts, tandis qu'elles se trouvaient parfois réunies antérieurement. Néanmoins eu égard à ce que la clarté n'apparaît pas nettement, votre rapporteur a posé à M. le Ministre la question de savoir : « Pour quelle raison le Département consacre-t-il trois postes distincts (art. 2, 3 et 6) aux dépenses du personnel pour l'Administration centrale, et la statistique générale, etc.? ».

M. le Ministre s'en explique comme suit : « Dépenses du personnel ».

Dans un but de clarté, et conformément aux directives du Ministère des Finances, le Département a groupé en articles distincts :

- 1° Les allocations du Ministre;
- 2° Les traitements d'activité et leurs accessoires;
- 3° Les traitements et indemnités des agents temporaires, et les salaires et indemnités des agents salariés;
- 4° Les traitements de disponibilité;
- 5° Les indemnités pour prestations spéciales ou primes.»

EXAMEN DES CHIFFRES DU BUDGET.

Le projet de budget pour 1934 comporte sur le projet de budget de 1933 une réduction de 3,266,952 francs. Celle-ci résulte d'une balance entre les postes augmentés et diminués. Le budget est en outre diminué de 8,000 francs par la suppression du remboursement au Trésor de la quote-part des frais du Comité supérieur de Contrôle, tandis qu'il subit une majoration de 362,126 fr. du chef de l'augmentation de la redevance à payer à l'Administration des Postes pour le transport des correspondances de service, augmentation compensée par une recette correspondante au budget de la Régie des Postes.

La réduction réelle est donc de 3,621,078 francs.

Cette réduction est le résultat de la balance entre diverses augmentations et diminutions de crédit.

Les réductions portent sur les postes suivants :

1 ^o Dépenses de personnel	fr.	1,048,938
2 ^o Dépenses de matériel		892,540
3 ^o Dépenses de prévoyance		2,000,000
4 ^o Travaux et acquisitions		20,000

Dépenses accrues :

1 ^o Subsidés et subventions	5,500
2 ^o Pensions et secours	203,500
3 ^o Dépenses diverses	41,400
4 ^o Dépenses exceptionnelles	90,000

Au sujet des dépenses de matériel il faut noter que la Fédération des corps de sapeurs pompiers, pour laquelle un crédit de 8,500 francs avait été accordé en 1933, comporte actuellement une dépense de 21,000 francs divisée en trois articles (16c, 23 et 30). La dite Fédération reçoit un subside comme telle, un subside pour la caisse de secours, elle est en outre chargée du Service d'inspection pour le Département.

BUDGETS COMMUNAUX.

Indépendamment de l'examen des chiffres du budget, votre Commission a porté son attention sur divers problèmes d'intérêt général qui, depuis plusieurs années, ont fait l'objet de ses débats.

La première porte sur le défaut de méthode, d'ordre et d'unité apporté à l'élaboration d'un grand nombre de budgets, des provinces et des communes.

La Commission a éprouvé une vive satisfaction en constatant que M. le Ministre de l'Intérieur avait bien voulu prendre, à cet égard, une initiative heureuse.

En effet, sous la date du 29 mai 1933, le vicomte Poulet adresse à MM. les Gouverneurs de Province une dépêche ainsi conçue :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Affaires provinciales et communales

N^o 2699

« Bruxelles, le 29 mai 1933.

» *A Messieurs les Gouverneurs de province.*

» MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

» Lors de la discussion du budget de mon Département au Sénat, des membres de cette assemblée se sont intéressés au problème de l'unification des budgets des provinces et des communes.

» Cette question, spécialement en ce qui concerne les budgets provinciaux, a retenu l'attention tant de mes prédécesseurs que de moi-même et, à différentes reprises, des échanges de vues ont eu lieu à ce sujet entre mes services et les

représentants des provinces. Ceux-ci n'ont pas manqué de se déclarer d'accord sur l'opportunité de pareille mesure.

» Le moment paraît venu d'entrer dans la voie de la réalisation.

» Je ne crois pouvoir mieux faire que de vous rappeler les principes qui pourraient être suivis pour l'étude de cette réforme :

- » 1^o Adoption d'un cadre uniforme de budget ;
- » 2^o Séparation de l'ordinaire de l'extraordinaire ;
- » 3^o Suppression ou réduction à l'indispensable des crédits non limitatifs ;
- » 4^o Ventilation des dépenses de matériel et de personnel et, par voie de conséquence, adoption d'articles distincts pour ces différents genres de dépenses ;
- » 5^o Justification des postes du budget au moyen de tableaux de développement à l'exemple de la procédure suivie pour les budgets de l'État.

» Ces développements devraient comprendre en outre : a) la situation du patrimoine immobilier et mobilier de la province ou de la commune avec indication de l'utilisation et, si possible, de la valeur des éléments qui le composent ; b) un tableau des opérations budgétaires déterminant, par article, l'encaisse présumée au 31 décembre de l'année précédant celle dont le projet de budget est à l'examen.

» L'étude dont il s'agit pourrait, semble-t-il, aller de pair avec l'examen de l'unification des budgets des communes et pour laquelle les mêmes directives peuvent être suivies.

» Il me paraît utile d'appeler votre attention sur les suggestions intéressantes qui ont été présentées sur cette question par le rapporteur du budget de mon Département au Sénat, dans la séance du 11 avril 1933 (Voir *Annales parlementaires*, p. 398).

» Vous voudrez bien, Monsieur le Gouverneur, ainsi qu'il a été convenu, inviter le Député permanent de votre province, spécialisé en matière de budget, à se mettre en rapport avec ses collègues des autres provinces.

» Les propositions qui seraient formulées ensuite de ces échanges de vues, pourraient être examinées au cours d'une réunion qui se tiendrait à mon Département, réunion à laquelle je serais disposé en principe à admettre des délégués du Département des Finances, de la Cour des Comptes et du Crédit Communal.

» En tout état de cause, il conviendra, Monsieur le Gouverneur, de me tenir au courant de l'état d'avancement des pourparlers auxquels aura donné lieu l'étude de la réforme envisagée, pourparlers que j'aimerais de voir aboutir pour la fin du mois de juillet prochain.

» *Le Ministre,*

» P. POULLET. »

Interrogé par votre rapporteur au sujet de la suite donnée à cette circulaire, M. le Ministre l'a avisé de ce que l'invitation aux Gouverneurs de provinces, d'établir le contact entre les membres des différentes Députations permanentes spécialisés en la matière, et à faire ensuite des propositions concrètes, n'avait amené jusqu'à présent aucune suggestion.

Il y a lieu d'espérer que M. le Ministre, averti de l'importance de la question, voudra bien y ramener l'attention de MM. les Gouverneurs, afin que ceux-ci mettent en mouvement l'action des Députés permanents, particulièrement compétents en l'occurrence.

DÉCENTRALISATION.

Dans le but de simplifier les formalités et d'abrégé les délais nécessaires aux décisions relevant du Département, M. le Ministre de l'Intérieur a été prié de vouloir faire connaître à la Commission quelles mesures de décentralisation ont été prises à l'égard du pouvoir provincial et communal depuis le vote du budget pour 1933. M. le Ministre a répondu en renvoyant la Commission aux arrêtés royaux du 14 août 1933. L'un de ceux-ci, contresigné par tous les Ministres, est précédé d'un rapport au Roi conçu comme suit :

Mesures prises en exécution de la loi du 17 mai 1933, en vue du redressement financier, de la réalisation de l'équilibre budgétaire, de la simplification de l'organisation et du renforcement du contrôle des services publics et des organismes délégués.

RAPPORT AU ROI.

« SIRE,

» La loi des pouvoirs spéciaux permet au Gouvernement de « prendre des mesures de nature à simplifier l'organisation des services publics ». L'occasion ne doit pas être perdue d'apporter à la faveur de cette disposition, quelques retouches au système légal actuellement en vigueur, partout où des corrections permettraient de simplifier le travail des pouvoirs publics, tout en rapprochant es méthodes administratives de la réalité.

» Dans ce but, nous avons l'honneur de proposer à Votre Majesté un arrêté qui l'habilite, là où le Roi le jugera utile, à confier aux agents du Gouvernement en province, l'exercice des pouvoirs qui lui sont attribués par la loi en des matières d'intérêt provincial, local ou particulier.

» Ce projet ne réalise pas un véritable transfert d'attributions d'un pouvoir à un autre; déplaçant uniquement l'exercice des attributions au sein d'un même pouvoir, il est conforme à l'esprit de notre droit constitutionnel et aux exigences d'une bonne administration; agissant comme représentants du pouvoir central, les Gouverneurs et commissaires d'arrondissement s'inspireront, ici comme ailleurs, des directives et instructions de celui-ci.

» La faculté donnée au Roi permettra de placer la responsabilité là où réside en fait la décision et, dans la multitude des petites questions dont est faite la vie administrative quotidienne, de faire sentir à la population que la solution de ces difficultés dépend d'agents qui sont en contact personnel avec elle.

» Ce projet qui intéresse l'activité des divers Départements ministériels, offre l'avantage d'une grande souplesse, en même temps que d'une grande modération. L'exercice de certains pouvoirs ne sera pas confié aux agents du Roi en province d'une façon définitive; l'expérience seule indiquera dans quelle mesure ces transferts devront être opérés.

» Telle est, Sire, la portée du projet qu'avec le plus profond respect nous avons l'honneur de soumettre à l'agrément de Votre Majesté.

» Nous avons l'honneur d'être,

» SIRE, etc...

L'arrêté lui-même est ainsi libellé :

Mesures prises en exécution de la loi du 17 mai 1933 en vue du redressement financier, de la réalisation de l'équilibre budgétaire, de la simplification, de l'organisation et du renforcement du contrôle des services publics et des organismes délégués.

« ALBERT, Roi des Belges,

» A tous, présents et à venir, SALUT.

» Vu la loi du 17 mai 1933 attribuant compétence au Roi pour lui permettre de prendre certaines mesures en vue du redressement financier et de la réalisation de l'équilibre budgétaire et de prendre toutes mesures de nature à simplifier l'organisation et à renforcer le contrôle des services publics et des organismes délégués en ce compris les mesures destinées à supprimer ou réduire les publications faites en exécution des diverses lois;

» Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

» Nous avons arrêté et arrêtons :

» ARTICLE PREMIER. — Le Roi peut confier aux Gouverneurs de province et aux commissaires d'arrondissement, l'exercice des pouvoirs qui lui sont attribués par la loi, en des matières d'intérêt provincial, local ou particulier.

» ART. 2. — La décision du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement est définitive si, dans le délai d'un mois de sa notification, elle n'a pas fait l'objet de la part des intéressés d'un recours au Roi, ou si elle n'a pas été évoquée dans le même délai par le Roi.

» ART. 3. — Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

» Donné à Lucerne, le 14 août 1933. »

Il serait vraiment intéressant de connaître sur quels objets ont porté cette délégation de pouvoirs, et dans quelle mesure il en a été fait usage?

FINANCES COMMUNALES. — FONDS DE CRISE. — CENTIMES ADDITIONNELS.

La question des ressources dont disposent les communes demeure dans la situation actuelle, particulièrement digne d'intérêt. Il semble que l'autonomie communale à laquelle la loi du 22 janvier 1931, réglant la fiscalité provinciale

et communale, a porté en cette matière un coup décisif, doive de plus en plus céder le pas à l'autorité du Département des Finances.

L'organisation du Fonds national de crise a atteint, sous ce rapport, un degré inconnu jusqu'ici.

L'article 6 de l'arrêté-loi du 31 mai 1933 stipule en effet : « Les contributions des provinces et celles des communes sont prélevées par le Trésor sur la quote part qui leur revient dans le produit des impôts perçus par l'Etat, sur le produit des centimes additionnels appliqués à ces impôts sur la quote part des communes dans le Fonds des Communes et, d'une manière générale, sur toutes recettes effectuées par l'Etat à un titre quelconque pour le compte ou le profit de ces pouvoirs. »

Sans examiner, pour l'instant, la légitimité même du Fonds National, ni la façon dont il est organisé, il est permis de se demander ce que devient en l'occurrence le pouvoir communal?

Cet article 6 ne dispose pas seulement que la part incombant aux provinces et aux communes dans l'alimentation du fonds doit être couverte par les recettes ordinaires, mais, en outre, le texte implique que le pouvoir communal n'aura pas la liberté de choisir le mode de libération qui lui convient le mieux.

Peut-on soutenir que les sommes consacrées au Fonds National de crise par les provinces et les communes doivent être rangées dans leur totalité parmi les dépenses ordinaires? Qui donc prétendrait que le chômage extrêmement étendu qu'entraîne la crise actuelle, soit un état normal, une charge ordinaire de la commune, et qu'il faille y faire face par les ressources ordinaires? Cette thèse serait peu conciliable avec le caractère exceptionnel du Fonds National de crise qui appelle l'intervention d'un grand nombre de communes dans lesquelles les indemnités payées aux chômeurs sont nulles ou peu importantes.

La solidarité invoquée pour considérer le chômage comme une calamité nationale, démontre qu'il s'agit d'une charge extraordinaire.

Les provinces et les communes devraient donc être admises à faire face aux obligations qui leur incombent de ce chef par les méthodes que le Conseil communal jugerait le mieux convenir.

Un emprunt à court terme ne serait pas exclu, tout au moins pour une partie de la dépense envisagée.

Un autre aspect de la question met en évidence la répercussion qu'exerce le Fonds National de crise sur les centimes additionnels.

La circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur concernant la liquidation des arriérés à payer par les communes pour les avances faites par l'Etat pour le chômage, oblige ces dernières à augmenter dans des proportions considérables les centimes additionnels appliqués actuellement. Ces centimes additionnels dépasseront dans de nombreuses villes et communes 100 centimes, et iront peut-être jusqu'à 600 centimes. Une circulaire du même Département avait quelques mois auparavant, prévenu les administrations communales qu'il leur était strictement défendu de dépasser les 100 centimes additionnels, et que celles qui les appliqueraient seraient considérées comme pratiquant une politique financière communale désastreuse pour les contribuables, et prouvant la légèreté et l'inconsidération de ces communes au point de vue administratif.

Or, pour le budget communal de 1934, le procédé condamné par la circulaire ministérielle, devient une obligation « sine qua non », entraînant la non approbation de ce budget au cas où la commune ne couvre pas son déficit par de nouveaux centimes additionnels. Et cependant, la base de ces centimes représente les taxes perçues par l'État, taxes qui, d'après M. le Ministre des Finances, ont atteint les possibilités du contribuable et même en ont dépassé le plafond.

Ce qui augmente dans des proportions considérables cette taxation communale, ce sont les frais obligatoires de perception de ces centimes additionnels, par les receveurs des contributions de l'État. Un pourcentage de fr. 3-50 pour cent est retenu à charge des communes en faveur de l'État sur le montant de leurs recettes provenant des centimes additionnels.

Il en résulte que les communes sont obligées, quand elles établissent leur budget, de prévoir une somme supplémentaire en centimes additionnels.

Dans la situation actuelle où les centimes additionnels pourront atteindre des chiffres extrêmement élevés, ce pourcentage, pour le fisc, représente un revenu considérable, au détriment des communes, et principalement à charge des contribuables, déjà surtaxés.

La conclusion s'ensuit :

a) Il serait souhaitable que ces pourcentages soient supprimés, au moins pour la taxe qui concerne le remboursement des avances faites par l'État pour les dépenses relatives au chômage;

b) Pour la perception normale des centimes additionnels par le fisc, l'État ne pourrait-il réduire ce pourcentage? Les sommes perçues ainsi dans certaines villes et communes représentent un montant bien supérieur, semble-t-il, à la somme nécessaire au paiement des traitements des receveurs de ces localités.

c) Il serait intéressant de connaître le montant des sommes perçues dans le pays et dans chaque commune.

Ces considérations démontrent combien est fâcheuse la main-mise du Département des Finances, inaugurée par la loi du 22 janvier 1931, sur la gestion des ressources municipales, et combien il serait nécessaire de rentrer dans les lignes de notre droit public.

Celui-ci, en plaçant les provinces et les communes dans le cadre du Département de l'Intérieur, posait un principe excellent et fécond, qui présentait le double avantage de l'unité et de la compétence dans le chef de l'autorité supérieure.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité, de même que le budget.

Le Rapporteur,
Baron DELVAUX DE FENFFE.

Le Président,
Paul BERRYER.

ANNEXES

Questions posées à M. le Ministre de l'Intérieur.

Réponses obtenues.

Plusieurs membres de la Commission sénatoriale ont exprimé le désir d'obtenir des renseignements sur des objets relevant du Département de l'Intérieur.

Votre rapporteur a eu l'honneur de transmettre ces questions à M. le Ministre de l'Intérieur.

Elles sont reproduites ci-après, sous les numéros I à IX, avec les réponses qu'elles ont provoquées.

Objet des questions dont la Commission de l'Intérieur a été saisie.

- I. — De l'institution d'un tribunal administratif.
- II. — Publicité sauvegarde du peuple.
- III. — Désignation des Bourgmestres.
- IV. — Les incidents de frontière et le droit de police de M. le Ministre de l'Intérieur.
- V. — Les traitements des agents communaux.
- VI. — Le Fonds national de crise.
- VII. — Pension des messagers des tribunaux de 1^{re} instance d'Anvers.
- VIII. — Frais du personnel de l'Œuvre nationale des Invalides.
- IX. — Pension allouée à un bourgmestre.

PREMIÈRE QUESTION. — *De l'institution d'un tribunal administratif.*

En Belgique, les députations permanentes des Conseils provinciaux et le Ministre de l'Intérieur tranchent, souverainement, les questions d'ordre administratif qui se trouvent posées à l'occasion de l'application des lois et règlements.

Cette pratique est regrettable parce que les décisions des autorités dont il s'agit sont nécessairement suspectes aux yeux du public, qui ne voit dans la personne des députés permanents et des Ministres que des hommes politiques, en un mot des partisans.

Il est souhaitable que cette situation prenne fin, si l'on veut restaurer la confiance et le respect dans les décisions de l'autorité administrative.

Pour atteindre ce but, il faudrait constituer, sous une forme donnant toutes garanties aux citoyens, un tribunal administratif indépendant de toutes les autorités. Ce tribunal serait appelé à se prononcer, sans appel, notamment sur les contestations en matière d'élection, à l'exclusion des élections législatives et en juridiction d'appel sur les décisions des gouverneurs de province et des députations permanentes, contre lesquelles des mandataires publics auraient

formulé des recours. Feu M. le Ministre Thonissen, s'était prononcé pour une organisation de l'espèce, voici plus de soixante ans déjà.

Il suffit, pour être convaincu de la nécessité d'une telle institution, à laquelle le droit d'édicter des sanctions devrait être conféré, de suivre les polémiques qui s'élèvent dans la presse et dont les échos sont portés à la tribune du Parlement, au lendemain de nos élections communales.

Le Département de l'Intérieur a institué, à l'occasion de certaines élections une jurisprudence dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est étonnante. On connaît le cas célèbre de Hastière. On s'est moins arrêté à celui de Heyst, parce que la mansuétude dont le Département fait preuve à l'égard des incorrections, des fraudes et des corruptions dites bénignes, a fini par émousser le sentiment d'indignation dont le simple honnête homme de la rue est capable.

L'institution dont je préconise la création, permettrait aux minorités de nos Conseils communaux, brimées parfois par des majorités partiales et agressives, soutenues par des gouverneurs de province dont elles partagent les opinions politiques, de réclamer et d'obtenir le respect des lois et des règlements, garanties du droit des minorités.

Il est à remarquer que les abus auxquels je fais allusion, ont une tendance à se multiplier depuis qu'il est de mode de réclamer un renforcement du principe d'autorité. Ce renforcement se traduit par une sorte de dictature larvée exercée par les représentants des partis qui nous gouvernent.

RÉPONSE. — Les Chambres étant saisies d'une proposition de loi, le Gouvernement déterminera son attitude au moment où elle arrivera en discussion.

DEUXIÈME QUESTION. — *Publicité, sauvegarde du peuple.*

Tout le droit public de l'État démocratique belge est imprégné du souci de soumettre les faits et gestes des autorités et des assemblées au contrôle permanent de l'opinion publique. Nos tribunaux et nos cours, nos conseils communaux et provinciaux, le Parlement siègent et discutent publiquement. Cette pratique n'a donné lieu à aucune critique sérieuse. Elle a eu, par contre, des effets bienfaisants. Elle a fait naître la confiance. Elle a permis de dissiper les erreurs, les mensonges, le mystère malsain dont d'aucuns se plaisaient à entourer des faits sans gravité, s'ils étaient ignorés dans toute leur réalité.

Nos conseils communaux siègent publiquement pour l'expédition de la généralité des affaires. La loi, il est vrai, permet de réduire cette publicité à certains objets : budgets, comptes, aliénation du domaine public, etc., mais, dans la pratique, toutes les affaires n'ayant pas de caractère personnel sont traitées publiquement. Agir ainsi, c'est répondre au sentiment public et donner un sens au mot « démocratie » dont jusqu'ici nos partis politiques se réclament.

Il arrive pourtant, que certains collègues échevinaux, préoccupés d'éviter cette « publicité, sauvegarde du peuple », évitent les séances publiques et éludent même la publicité obligatoire pour les objets inscrits dans la loi. Ils préparent un ordre du jour très copieux pour le huis-clos précédant la séance publique, de sorte que cette dernière s'ouvre à 11 heures du soir, voire à minuit.

Il suffirait, pour mettre fin à ces regrettables errements, qui ne doivent pas se généraliser, d'un bout de loi de quelques lignes, dont le Département de l'Intérieur devrait prendre l'initiative.

RÉPONSE. — L'article 87 de la loi communale donne le moyen d'annihiler les manœuvres tendant à éviter la publicité des séances du conseil.

TROISIÈME QUESTION. — *La désignation des bourgmestres.*

La désignation des bourgmestres donne lieu, à chaque réélection et souvent même à l'occasion de départs ou de décès, à des controverses passionnées. Il en est ainsi, parce qu'un grand nombre de bourgmestres ne représentent pas la majorité réelle de la population. Ils sont les élus, le plus souvent, de coalitions politiques formées après les élections, au grand dam d'un grand nombre d'électeurs appartenant au parti de la coalition.

La solution naturelle de ces difficultés réside dans l'élection directe du bourgmestre, par le conseil communal, et peut-être, dans l'application de la R. P. à la formation des collèges échevinaux.

Si cette solution ne trouvait pas de majorité, il conviendrait tout au moins d'envisager l'application de la R. P. au collège avec la désignation du bourgmestre au sein du groupe le plus important du conseil communal.

Il y a là, je pense, un ensemble de mesures qui, combinées avec la R. P. au sein des députations permanentes, est susceptible d'amener l'apaisement de beaucoup de passions politiques tout en assurant une bonne et fructueuse administration de la chose publique.

RÉPONSE. — Les solutions proposées ne se présentent pas sous des aspects qui doivent les faire préférer au système en vigueur.

QUATRIÈME QUESTION. — *Les incidents de frontière.*

Depuis l'instauration du régime raciste en Allemagne, des incidents regrettables se sont produits à la frontière des cantons rédimés. Les populations belges sont inquiètes. Des agents de la force publique ont été malmenés par des étrangers venus d'Allemagne.

J'ai l'impression — et mon sentiment est partagé par beaucoup de nos concitoyens, que les mesures de précaution prises à notre frontière sont insuffisantes et notablement inférieures à celles auxquelles le Ministre de l'Intérieur est accoutumé de recourir, à l'occasion des grèves qui se produisent dans la région industrielle.

Le public aimerait voir la sécurité la plus entière assurée aux populations des cantons rédimés. Si des assurances formelles étaient données à cet égard, le soulagement serait grand dans le pays et les Belges ressentiraient quelque fierté à penser que les autorités nationales sont fermement résolues à faire respecter toutes les prérogatives de notre indépendance.

RÉPONSE. — Je crois pouvoir affirmer que le Gouvernement est maître de la situation.

CINQUIÈME QUESTION. — *Les traitements des agents communaux.*

L'application de la loi du 21 décembre 1927 fixant les traitements des agents communaux a donné lieu à beaucoup de controverses entre les communes et les députations permanentes. A l'heure présente la jurisprudence n'est pas fixée encore et le conflit entre l'interprétation donnée à la loi par de nombreuses communes intéressées et par certaines députations permanentes, est loin d'être apaisé.

Dans le but de faire la clarté et de déterminer nettement l'attitude que doivent prendre les autorités administratives, j'ai prié M. le Ministre de l'Intérieur, le 22 mai 1933, de vouloir bien répondre à une question dans laquelle j'invoquais les travaux préliminaires, les discussions de la Chambre et du Sénat, les circulaires ministérielles et divers commentaires.

M. le Ministre a répondu : « La loi du 21 décembre 1927 ne limite pas le droit d'appréciation de la Députation permanente en ce qui concerne les barèmes de traitement des agents communaux soumis à son appréciation. »

Il est à peine besoin de dire que cette réponse ne peut me satisfaire, pas plus qu'elle ne satisfera aucune des parties anxieuses de connaître, enfin, la solution qu'il convient de donner aux problèmes posés devant les Députations permanentes.

Il s'agit, en l'espèce, de repousser une nouvelle atteinte à l'autonomie communale.

RÉPONSE. — Je confirme entièrement la réponse donnée à la question n° 4. La limitation du droit d'appréciation ne se concilierait d'ailleurs pas avec les dispositions de la loi communale, qui confie aux collèges provinciaux un droit de contrôle absolu à l'égard des budgets des communes.

SIXIÈME QUESTION. — *Fonds national de crise.*

D'une étude signée du nom de notre collègue, Emile Vinck, vice-président du Sénat, sous le titre : « Memorandum soumis au Gouvernement » et publié dans le n° 153 (novembre 1933) dans la revue *Le Mouvement communal*, il résulte qu'à l'occasion de la réformation du Fonds national de crise, sous la date du 31 mai 1933, l'Etat, se conformant à une politique suivie depuis trop longtemps déjà, a saisi l'occasion qui s'offrait d'alléger une importante partie de ses obligations au détriment des communes et des provinces. Le très intéressant document dont il s'agit établit que l'arrêté-loi nouveau impose, indûment, aux communes et aux provinces, une charge de fr. 38,000,663-72.

En terminant, le memorandum s'exprime ainsi : « Il importe que la disposition faisant l'objet de l'arrêté-loi du 31 mai 1933 soit rapportée et que, en outre, les provinces et les communes soient autorisées à inscrire les charges anormales du chômage à leur budget extraordinaire et à recourir, le cas échéant, à l'emprunt à court terme (dix ans) pour couvrir ces charges. »

RÉPONSE. — L'arrêté créant le Fonds national de crise a le caractère d'une loi; il est loisible aux membres des Chambres d'user de leur droit d'initiative pour obtenir la modification de l'une ou de l'autre de ses dispositions.

Quant aux suggestions tendant à permettre aux pouvoirs publics d'acquitter le montant de leur quote-part dans le Fonds national de crise en recourant à l'emprunt, elles doivent être écartées, en règle générale, dans l'intérêt d'une saine gestion, et ce pour des raisons inhérentes à la nature même de la dépense.

SEPTIÈME QUESTION. — Pensions des messagers des tribunaux de première instance d'Anvers.

Par la loi du 31 juillet 1920, les messagers des tribunaux de première instance, sans qu'on les ait consultés et sans leur consentement, ont été repris par l'Etat et ce, à partir du 1^{er} juillet 1930. Par suite sans doute d'un oubli dans la susdite loi, les messagers des tribunaux d'Anvers se sont vus privés de leur pension

précédant la date du 1^{er} juillet 1920, bien que, à la suite d'une décision du Conseil provincial d'Anvers des 8 et 9 juillet 1914, ils étaient affiliés à la Caisse provinciale des pensions.

Le Conseil provincial a confirmé plusieurs fois cette affiliation et fait auprès du Gouvernement des démarches, entr'autres en date du 6 août 1925, et en 1930 à la suite d'un rapport de la Commission des traitements et pensions, en date du 15 octobre 1930, dans lequel il est dit : « C'est un fait constant que lorsque l'Etat a repris ces agents, il a pris sur lui l'obligation de ne pas leur porter dommage ».

Seraient-ils restés à charge de la Province, comme les agents similaires de Malines et Turnhout, il ne serait pas subsisté de doute que la Province leur aurait payé une pension complète. Cependant cette situation fut délibérément créée par l'Etat.

A lui, outre un traitement, de fournir plus tard aux intéressés une juste pension pour toutes les années de service qu'ils comptent aussi bien avant qu'après la reprise par l'Etat.

La Commission rappelle aussi que le Conseil appuierait une démarche expresse auprès du Gouvernement.

Pour remédier à cette situation pour Anvers seul, depuis 1925 requêtes sur requêtes furent envoyées à S. M. le Roi, en dates des 12 novembre 1930, 23 juin 1931, 1^{er} août 1932, 17 septembre 1932 et 21 mars 1933, pour qu'intervienne une décision.

Nonobstant les démarches faites depuis de nombreuses années pour obtenir une juste amélioration de la retraite, la situation incriminée reste toujours à l'étude.

Il semble équitable qu'une solution intervienne sans plus de retard, et régularise l'anomalie signalée.

RÉPONSE. — Cette affaire est de la compétence du Département des Finances, qui en est saisi.

HUITIÈME QUESTION. — Frais du personnel de l'Œuvre nationale des Invalides.

1^o A l'article 24 du budget, je vois inscrit comme frais du personnel pour l'Œuvre nationale des Invalides, une somme de 2,426,600 francs, alors qu'en réponse à une question de M. Nèves (20 octobre 1933) il a été répondu que le montant des traitements est de 1,500,000 francs environ;

2^o Je voudrais savoir aussi si les traitements des personnels de cette œuvre et d'autres subventionnées ont été soumis aux réductions appliquées au personnel de l'Etat.

RÉPONSE. — 1^o La somme indiquée dans la réponse à la question de M. le Représentant Nèves concernant les traitements du personnel de l'Œuvre, représente le chiffre des traitements du personnel du Comité central.

A cette somme, il y a lieu d'ajouter les traitements du personnel des Comités d'arrondissement et de l'Institut national des Invalides à Uccle, soit :

Comité central et Comités d'arrondissement . . .	fr. 2,210,397 55
Institut national	216,229 60
	Fr. 2,426,627 15

arrondis à 2,426,600 francs;

2^o Oui, la réduction a été opérée.

NEUVIÈME QUESTION. — Quel est ce bourgmestre (article 29) qui a une pension?

RÉPONSE. — Il s'agit d'un bourgmestre-fonctionnaire (cantons rédimés) admis à faire valoir ses droits à la pension, conformément à l'arrêté royal du 14 avril 1928.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 13 DECEMBER 1933

Verslag van de Commissie van Binnenlandsche Zaken, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1934.*(Zie n^o 5-VI van den Senaat.)*

Aanwezig : De heeren Burggraaf BERRYER, voorzitter; CLAESSENS (Edouard), COENEN, Ridder DESSAIN, Baron DE KERCHOVE D'EXAERDE, GILLON, HUYSMANS (Armand), LIGY, MAHIEU, MISSON, VAN HOESTENBERGHE en Baron DELVAUX DE FENFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Departement van Binnenlandsche Zaken voor 1934 is opgesteld onder een anderen vorm dan deze voor de voorgaande dienstjaren. De volgende tabel toont de wijzigingen in de orde aangenomen voor deze en voor gene :

EERSTE SECTIE.**GEWONE UITGAVEN.**

	1932	1933		1934
I. Hoofdbestuur. . fr.	6,376,353	4,497,209	I. Uitgaven voor personeel fr.	24,629,805
II. Pensioenen en tegemoetkomingen . . .	215,000	212,000	II. Uitgaven voor materieel .	3,930,389
III. Algemeene statistiek	166,500	195,925	III. Subsidiën en tegemoetkomingen	1,430,500
IV. Provincie-en gemeentezaken	27,029,200	24,093,400	IV. Uitgaven voor sociale verzorg, kosteloze rechtsbijstand, armenzorg en volksgezondheid	18,000,000
V. Verkiezingszaken . .	1,927,000	27,000	V. Pensioenen en hulpelden.	440,338
VI. Militie	1,600,000	1,338,500	VI. Werken en aankopen. Toelagen voor werken . .	340,000
VII. Brandweer . . .	10,000	8,500		
VIII. Burgerlijk eere- teeken	20,000	17,000		
IX. IJzeren Kruis . . .	10,400	10,400		
X. Verschillende uitgaven.	42,250	33,550	VII. Verschillende uitgaven .	149,000
XI. TOTAAL DER GEWONE UITGAVEN fr.	37,396,703	30,433,984	TOTAAL DER GEWONE UITGAVEN fr	48,900,032

TWEEDE SECTIE.

BUITENGEWONE UITGAVEN.

	1932	1933	1934
Liquidatie van het Gouvernement			
Eupen-Malmedy fr.	416,000	218,000	»
Toelagen aan het Nationaal Werk voor			
oorlogsinvaliden	20,000,000	20,000,000	»
Algemeene volkstelling	3,000,000	1,605,000	»
Verskillende diensten	23,416,000	21,823,000	90,000
TOTAAL VAN DE BEGROOTING VAN			
HET MINISTERIE VAN BINNENLAND-			
SCHE ZAKEN fr.	60,812,703	52,256,984	48,990,032

In de « Verantwoording » die volgt op de cijfers van de Begrooting, doet het Departement opmerken dat, « ten gevolge van de bij Koninklijk Besluit van 14 Augustus 1933 in het indienen van de begrotingen aangebrachte wijzigingen, onmogelijk een vergelijking, per artikel, van de voor 1933 en 1934 aangevraagde kredieten kan worden verstrekt ».

De verantwoording voegt daar aan toe dat « duidelijkheidshalve », uitgaven van verschillenden aard in onderscheidene hoofdstukken werden opgenomen, terwijl zij vroeger vereenigd voorkwamen. Toch heeft uw verslaggever, omdat deze duidelijkheid niet goed uitschijnt, aan den Minister gevraagd : « Om welke reden wijdt het Departement drie verschillende posten (art. 2, 3 en 6) aan de uitgaven voor het personeel van het hoofdbestuur, en de algemeene statistiek, enz.? »

De Minister antwoordt wat volgt : « Uitgaven voor personeel :

Duidelijkheidshalve en overeenkomstig de onderrichtingen van het Ministerie van Financiën, heeft het Departement in verschillende artikelen opgenomen :

- 1° De wedde en vergoedingen van den Minister;
- 2° De activiteitswedden en bijkomende vergoedingen;
- 3° De wedden en vergoedingen van de tijdelijke agenten, en de loonen en vergoedingen van de loontrekkende agenten;
- 4° De jaarwedden van beschikbaarheid;
- 5° De vergoedingen voor bijzondere prestaties of premies ».

ONDERZOEK VAN DE CIJFERS DER BEGROOTING.

Het ontwerp van begrooting voor 1934 wijst een vermindering aan van 3,266,952 frank op 1933. Deze blijkt uit een balans tusschen de verhoogde en de verlaagde posten. Bovendien is er een verlaging van 8,000 frank ingevolge de afschaffing van het terugbetalen aan 's Rijks Schatkist van het aandeel in de kosten van het Hoog Comité van Toezicht; en een verhooging van 362,126 frank uit hoofde van de verhooging van de voor het vervoer van dienstbrieven aan het Bestuur der Posterijen te betalen gelden, verhooging vergoed door een overeenstemmende ontvangst.

De werkelijke vermindering bedraagt dus 3,621,078 frank.

Deze vermindering blijkt uit de balans tusschen de verschillende verhoogingen en verminderingen van krediet.

De verminderingen betreffen :

1 ^o Uitgaven voor personeel	fr.	1,048,938
2 ^o Uitgaven voor materieel		892,540
3 ^o Uitgaven voor voorzorg.		2,000,000
4 ^o Werken en aankopen		20,000

Verhoogde uitgaven :

1 ^o Toelagen en tegemoetkomingen	5,500
2 ^o Pensioenen en hulpelden	203,500
3 ^o Allerlei uitgaven.	41,400
4 ^o Uitzonderlijke uitgaven.	90,000

Over de uitgaven voor materieel dient opgemerkt, dat de Vereeniging der Brandweerkorpsen, waarvoor in 1933 een krediet was toegestaan van 8,500 frank, thans een uitgave van 21,000 frank is voorzien, verdeeld over drie artikelen (16c, 23 en 30). Deze Vereeniging ontvangt een toelage als dusdanig, een toelage voor de hulpkas; zij is bovendien belast met den dienst van toezicht voor het Departement.

GEMEENTEBEGROOTINGEN.

Onaangezien het onderzoek van de cijfers der begrooting, wijdde uw Commissie haar aandacht aan de verschillende vraagstukken van openbaar belang die sedert verscheidene jaren het voorwerp van haar debatten uitmaken.

De eerste opmerking betreft het gemis van methode, orde en eenheid bij het opmaken van vele begrootingen van provinciën en gemeenten.

De Commissie stelde met groot genoegen vast dat de Minister van Binnenlandsche Zaken hieromtrent een gelukkig initiatief heeft genomen.

Inderdaad, op 29 Mei 1933 zond burggraaf Poulet volgende omzendbrief aan de provinciegouverneurs :

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN

Provincie- en Gemeentezaken.

N^r 2699

« Brussel, 29 Mei 1933.

» *De Heeren Provinciegouverneurs.*

» Mijnheer de Gouverneur,

» Bij de bespreking der begrooting van mijn Departement in den Senaat, hebben leden dezer vergadering belangstelling betoond voor het vraagstuk der eenmaking van de provincie- en gemeentebegrootingen.

» Inzonderheid wat de provinciebegrotingen betreft, heb ik, evenals mijne voorgangers, aan deze kwestie mijn aandacht gewijd en herhaalde malen werden daarover tusschen mijn diensten en de vertegenwoordigers der provinciën, gedachtenwisselingen gevoerd. Laatstvermelden waren het er over eens dat dergelijke maatregel wenschelijk is.

» Het oogenblik schijnt thans gekomen om met de verwezenlijking er van een aanvang te maken.

» Ik meen niet beter te kunnen doen dan U te herinneren aan de beginselen welke aan het onderzoek van deze hervorming ten grondslag kunnen liggen :

- » 1^o Een eenvormig begrootingskader aannemen;
- » 2^o De gewone dienst van den buitengewonen scheiden;
- » 3^o De niet-beperkte kredieten afschaffen of tot het volstrekt noodzakelijke beperken;
- » 4^o De materieel- en de personeelsuitgaven van elkaar afgescheiden berekenen en, bijgevolg, onderscheiden artikels voor ieder van beide uitgaven aannemen;
- » 5^o De begrootingsposten verrechtvaardigen door middel van toelichtingstabellen, zooals voor de Staatsbegrotingen wordt gedaan.

» In deze toelichting zou bovendien moeten voorkomen : a) de toestand van het roerend en onroerend bezit van de provincie of gemeente, met opgave van het gebruik en, zoo mogelijk, van de waarde der bestanddeelen er van; b) een tabel der begrootingsverrichtingen met vermelding, artikel na artikel, van den vermoedelijken kasvoorraad op 31 December van het jaar vóór dit waarvan het begrootingsontwerp wordt onderzocht.

» Deze studie zou, naar het blijkt, kunnen gedaan worden samen met deze omtrent de eenmaking der gemeentebegrotingen, waarvoor dezelfde richtlijnen kunnen gevolgd worden.

» Het schijnt mij nuttig Uw aandacht te vestigen op de belangwekkende gedachten welke, te dezer zake, in de Senaatsvergadering van 11 April 1933 (zie Parlementaire handelingen, blz. 398), door den verslaggever der begrooting van mijn departement werden uiteengezet.

» Gelief, Mijnheer de Gouverneur, uw provinciaal gedeputeerde, die in zake begrooting gespecialiseerd is, er toe uit te noodigen om zich met zijn collega's der andere provincies in betrekking te stellen.

» De voorstellen welke ingevolge deze gedachtenwisselingen mochten gedaan worden, kunnen onderzocht worden op een vergadering welke in mijne bureelen zou gehouden worden en waarop ik, in beginsel, afgevaardigden van het Departement van Financiën, van het Rekenhof en van het Gemeentekrediet zou uitnoodigen.

» U gelieve, Mijnheer de Gouverneur, mij, in ieder geval, op de hoogte te houden van den stand der besprekingen waartoe het onderzoek van de voorgestelde hervorming zal aanleiding gegeven hebben en welke ik tegen einde Juli e. k., met een goeden uitslag, zou willen bekroond zien.

» *De Minister,*

» **POULLET.** »

Door uw verslaggever gevraagd naar het gevolg dat aan dezen omzendbrief werd gegeven, deelde de Minister mede dat de uitnoodiging tot de provinciegouverneurs gericht om betrekkingen tot stand te brengen onder de leden van de verschillende Bestendige Deputaties die ter zake gespecialiseerd zijn, en vervolgens concrete voorstellen te doen, tot nog toe tot geen suggesties heeft geleid.

Men mag hopen dat de Minister, op de hoogte gebracht van het belang van het vraagstuk, er de aandacht van de Gouverneurs weer op vestigen zal opdat zij de werking van de bestendige afgevaardigden die speciaal ter zake bevoegd zijn zouden uitlokken.

* * *

DECENTRALISATIE.

Met het doel de formaliteiten te vereenvoudigen en de termijnen te verkorten die noodig zijn voor de beslissingen afhangende van het Departement, werd den Minister van Binnenlandsche Zaken gevraagd welke maatregelen van decentralisatie werden genomen ten opzichte van de provinciale en gemeentelijke macht sedert de goedkeuring van de begrooting voor 1933. De Minister verwijst de Commissie naar de Koninklijke besluiten van 14 Augustus 1933. Een van deze, door alle Ministers tegengeteekend, wordt voorafgegaan door een verslag aan den Koning dat luidt :

Maatregelen getroffen ter voldoening aan de wet van 17 Mei 1933 met het oog op het financieel herstel, het verwezenlijken van het begrootingsevenwicht, het vereenvoudigen der inrichting van en het verscherpen der controle over de openbare diensten en de met opdracht bekleede organismes.

VERSLAG AAN DEN KONING.

« SIRE,

» Krachtens de wet op de bijzondere volmachten, kan de regeering « maatregelen nemen van aard om de inrichting van de openbare diensten te vereenvoudigen ». De gelegenheid dient aangegrepen om, dank zij deze bepaling, aan de thans bestaande wetten eenige wijzigingen te brengen, daar waar men door verbeteringen in te voeren, in het werk der openbare diensten vereenvoudiging kan aanbrengen en tevens naar meer werkelijkheid in de administratieve methodes streven.

» Te dien einde hebben wij de eer aan Uwe Majesteit een besluit voor te stellen waardoor Zij, daar waar de Koning zulks nuttig oordeelt, er toe gerechtigd wordt om aan de regeeringsambtenaren in de provincie de uitoefening toe te vertrouwen van de bevoegdheden welke Hij in zake provinciaal, plaatselijk of particulier belang, krachtens de wet bezit.

» Bij dit ontwerp wordt niet een werkelijke bevoegdheidsoverdracht van de eene macht naar een andere verwezenlijkt. In den schoot van een zelfde macht wordt de uitoefening van bevoegdheden verplaatst, meer niet; dit strookt met den geest van ons grondwettelijk recht en met de eischen van een goede administratie. Wanneer de gouverneurs en de arrondissementscommissarissen als vertegenwoordigers van het centraal bestuur optreden, zullen zij hier zoowel als elders, naar dezès richtsnoeren en onderrichtingen handelen.

» De aan den Koning verleende bevoegdheid zal het mogelijk maken de verantwoordelijkheid te plaatsen daar waar feitelijk de beslissing huist en, in menigvuldige kleine zaken waaruit het dagelijksch administratief leven bestaat, de bevolking doen voelen dat de oplossing van deze moeilijkheden afhangt van ambtenaren die persoonlijk met haar in voeling zijn.

» Bewust ontwerp, hetwelk de activiteit van de verschillende ministerieele departementen aanbelangt, levert dit voordeel op, dat het zeer soepel en tevens zeer matig is. De uitoefening van sommige bevoegdheden zal aan 's Konings ambtenaren in de provincie niet definitief toevertrouwd worden; alleen de ondervinding zal aanwijzen in welke mate bewuste overdrachten zullen moeten geschieden.

» Dit is, Sire, de draagwijdte van het ontwerp dat wij, met den diepsten eerbied, de eer hebben aan Uwe Majesteit ter goedkeuring voor te leggen.

» Wij hebben de eer te zijn,

» SIRE, enz.,... »

Het besluit zelf luidt :

Maatregelen getroffen ter voldoening aan de wet van 17 Mei 1933, met het oog op het financieel herstel, de verwezenlijking van het begrootingsevenwicht, de vereenvoudiging der inrichting van en de verscherping der controle over de openbare diensten en de met opdracht bekleede organismes.

« ALBERT, Koning der Belgen,

» Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

» Gelet op de wet van 17 Mei 1933 waarbij aan den Koning bevoegdheid is toegekend om hem toe te laten zekere maatregelen te treffen met het oog op het financieel herstel en het verwezenlijken van het begrootingsevenwicht alsmede alle maatregelen te nemen van aard om de inrichting van de openbare diensten en de met opdracht bekleede organismes te vereenvoudigen of nog scherper na te gaan, daarin begrepen de maatregelen om de in uitvoering van de onderscheiden wetten gedane publicaties af te schaffen of te verminderen;

» Op de in Raad overlegde voordracht van Onze Ministers,

» Wij hebben besloten en Wij besluiten :

» ARTIKEL ÉÉN. — De Koning kan aan de Provinciegouverneurs en aan de arrondissementscommissarissen de uitoefening van de Hem bij de wet verleende bevoegdheden, inzake provinciaal, plaatselijk of particulier belang toevertrouwen.

» ART. 2. — De beslissing van den Gouverneur of den arrondissementscommissaris is definitief indien, binnen de maand harer notificatie, door de

belanghebbenden hiertegen geen beroep bij den Koning werd aangeteekend, of zoo zij binnen hetzelfde tijdsbestek door den Koning niet werd ingetrokken.

» ART. 3. — Onze Ministers zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

» Gegeven te Lucerne, den 14 Augustus 1933. »

Het ware werkelijk belangwekkend te weten op welke punten deze volmacht sloeg, en in welke mate er gebruik van werd gemaakt.

* * *

GEMEENTEFINANCIËN. — CRISISFONDS. — OPCENTIEMEN.

Het vraagstuk van de middelen waarover de gemeenten beschikken blijft in den huidige toestand bijzonder belangwekkend. Het blijkt dat de gemeentelijke zelfstandigheid waaraan de wet van 22 Januari 1931, houdende regeling van het provinciaal en gemeentelijk belastingwezen, in dit opzicht een beslissenden deuk heeft gegeven, al meer en meer moet zwichten voor het gezag van het Departement van Financiën.

De inrichting van het Nationaal Crisisfonds heeft, in dit opzicht, een tot dusver ongekend peil bereikt.

Artikel 6 van de Besluit-Wet van 31 Mei 1933 bepaalt inderdaad :

« De bijdrage der provinciën en die der gemeenten worden door de Schatkist uitgetrokken op het hun toekomend aandeel in de door den Staat ontvangen belastingen, op de opbrengst der op deze belastingen toegepaste opcentiemen, op het aandeel der gemeenten in het Gemeentefonds en, over 't algemeen, op al de ontvangsten, ten eender welken titel door den Staat gedaan voor rekening of ten voordeele van deze machten. »

Zonder voorloopig de gegrondheid zelf van het Nationaal Fonds, noch de wijze waarop het ingericht is te onderzoeken, mag men zich afvragen wat er in dit geval van de gemeentelijke macht geworden is.

Artikel 6 bepaalt niet alleen dat de bijdrage, waarvoor de provinciën en de gemeenten aansprakelijk zijn in de stijving van het Fonds, door de gewone ontvangsten moet gedekt worden, doch bovendien, beteekent de tekst dat de gemeentelijke macht niet de vrijheid zal hebben de wijze van bijdrage te kiezen die haar het beste past.

Kan men staande houden dat de sommen door de provinciën en de gemeenten voor het Nationaal Crisisfonds bestemd over hun geheel moeten gerangschikt worden bij de gewone uitgaven? Wie zou beweren dat de uiterst verspreide werkloosheid, die de huidige crisis veroorzaakt, een normale toestand zou zijn, een gewone last voor de gemeente, en dat men er door de gewone middelen in zou moeten voorzien? Deze stelling ware weinig overeen te brengen met het uitzonderlijk kenmerk van het Nationaal Crisisfonds, dat de tussenkomst oproept van een groot aantal gemeenten die niets of zeer weinig als werkloozensteun betalen.

De solidariteit die ingeroepen wordt om de werkloosheid als een nationale ramp te beschouwen, bewijst dat het een buitengewone last betreft.

De provinciën en de gemeenten zouden dus de verplichtingen die zij uit dien hoofde te dragen hebben moeten kunnen regelen door methoden die de gemeenteraad als de beste zou oordeelen.

Een leening op korten termijn zou niet uitgesloten zijn, althans voor een gedeelte van de geraamde uitgaven.

* * *

Een ander uitzicht van het vraagstuk wijst op den weerslag dien het Nationaal Crisisfonds op de opcentiemen uitoefent.

Het rondschrĳven van den Minister van Binnenlandsche Zaken over de uitkeering der achterstallen, door de gemeenten te betalen voor voorschotten van den Staat als werkloozensteun, verplicht haar in aanzienlijke verhoudingen de thans toegepaste opcentiemen te verhoogen. Deze opcentiemen zullen in talrijke steden en gemeenten 110 centiemen overschrijden en zullen wellicht 600 centiemen bereiken. Een rondschrĳven van hetzelfde departement heeft, enkele maanden vroeger, de gemeentebesturen verwittigd dat het hun streng verboden was 100 opcentiemen te overschrijden en dat die welke ze zouden toepassen zouden beschouwd worden als voerende een voor de belastingschuldigen zeer nadeelige gemeentelijke financieele politiek, hetgeen de lichtzinnigheid dezer gemeenten in bestuursopzicht zou bewĳzen.

Welnu, voor de gemeentebegrooting van 1934, wordt de handelwijze door den ministerieelen omzendbrief veroordeeld, een verplichting « sine qua non », die de nietgoedkeuring van deze begrooting na zich sleept in geval de gemeente haar tekort niet dekt door nieuwe opcentiemen. En nochtans, de basis dezer centiemen vertegenwoordigt de taxes door den Staat geheven, taxes die, volgens den Minister van Financiën, de mogelijkheden van den belastingplichtige hebben bereikt en het plafond zelfs hebben overschreden.

Wat in aanzienlijke verhoudingen deze gemeentelijke belasting verhoogt, is het feit der verplichte kosten van heffing dezer opcentiemen door de ontvangers der belastingen van den Staat. Een percentage van fr. 3-50 t. h. wordt afgehouden ten laste der gemeenten in het voordeel van den Staat op het bedrag van hun inkomsten die uit de opcentiemen voortspruiten.

Daaruit volgt dat de gemeenten verplicht zijn, wanneer zij hun begrooting opmaken, een aanvullende som in opcentiemen te voorzien.

In den huidige toestand, waarin de opcentiemen zeer hooge getallen kunnen bedragen, vertegenwoordigt dit percentage voor den fiscus een aanzienlijk inkomen, ten nadeele der gemeenten, en vooral ten bezware der reeds overbelaste belastingschuldigen.

Daaruit volgt het besluit :

a) Het ware wenschelijk dat deze percentages werden afgeschaft, althans voor de taxe die de terugbetaling betreft van de voorschotten van den Staat voor uitgaven van werkloosheid.

b) Zou de Staat voor de normale heffing der opcentiemen door de fiscus niet dit percentage kunnen verminderen? De aldus in sommige steden en gemeenten geïnde sommen vertegenwoordigen een blijkbaar veel hooger bedrag dan de som die noodig is tot de betaling der wedden van de ontvangers dezer gemeenten.

c) Het ware van belang het bedrag te kennen van de sommen in het land en in elke gemeente geïnd.

Deze beschouwingen bewijzen hoe noodlottig de beslaglegging van het Departement van Financiën, ingevoerd door de wet van 22 Januari 1932 op het beheer der gemeentemiddelen is, en hoe noodig het ware terug te keeren binnen de grenzen van ons openbaar recht.

Dit laatste, met de provinciën en de gemeenten binnen het kader van het Departement van Binnenlandsche Zaken te plaatsen, huldigde een uitmuntend en vruchtbaar principe, dat het dubbele voordeel opleverde van de eenheid en de bevoegdheid ten opzichte van het hogere gezag.

Onderhavig verslag, alsmede de begrooting, werden eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
Baron DELVAUX DE FENFFE.

De Voorzitter,
Paul BERRYER.

BIJLAGEN

Vragen gesteld aan den Minister van Binnenlandsche Zaken.

Ingekomen antwoorden.

Verscheidene leden der Senaatscommissie hebben den wensch uitgedrukt inlichtingen te bekomen over onderwerpen behoorende tot de bevoegdheid van het Departement van Binnenlandsche Zaken.

Uw verslaggever had de eer deze vragen aan den Minister van Binnenlandsche Zaken over te maken.

Zij staan hierna, genummerd van I tot IX, met de ingekomen antwoorden.

Voorwerp van de vragen bij de Commissie aanhangig gemaakt.

- I. — Instelling van een administratief rechtscollege.
- II. — Ruchtbaarheid, waarborg voor het volk.
- III. — Aanduiding van de burgemeesters.
- IV. — De grensincidenten en het politierecht van den Minister van Binnenlandsche Zaken.
- V. — De wedden van het gemeentepersoneel.
- VI. — Het nationaal crisisfonds.
- VII. — Het pensioen van de boden bij de rechtbank van eersten aanleg te Antwerpen.
- VIII. — Kosten van het personeel van het Nationaal Werk der Invaliden.
- IX. — Pensioen aan een burgemeester toegekend.

EERSTE VRAAG. — *Instelling van een administratief rechtscollege.*

In België beslechten de Bestendige Deputaties van de Provincieraden en de Minister van Binnenlandsche Zaken in hoogsten aanleg de vraagstukken van administratieve aard, die rijzen naar aanleiding van de toepassing van wetten en reglementen.

Dit is een betreurenswaardige practijk, omdat de beslissingen van bedoelde overheid noodzakelijk verdacht zijn in de oogen van het publiek, dat in den persoon der bestendige afgevaardigden en der ministers slechts politieke mannen, met een woord partijmannen, ziet.

Het is wenschelijk dat deze toestand ophoude, zoo men het vertrouwen in en den eerbied voor de beslissingen der administratieve overheid wil herstellen.

Met dit doel zou men, onder een vorm die allen waarborg aan de burgers schenkt, een administratief rechtscollege moeten oprichten, dat onafhankelijk van elke overheid zijn zou. Deze rechtbank zou in hoogsten aanleg uitspraak

moeten doen onder meer over de geschillen in kieszaken, met uitsluiting van de parlementsverkiezingen en in hooger beroep over de beslissingen van de gouverneurs der provincie en van de bestendige deputaties van dewelke openbare mandatarissen in beroep zouden zijn gegaan. Wijlen minister Thonissen heeft zich, voor meer dan zestig jaar, reeds voor dergelijke instelling uitgesproken.

Om overtuigd te zijn van de noodzakelijkheid van dergelijke instelling, die het recht zou moeten hebben sancties voor te schrijven, zou het volstaan het twistgeschrijf in de pers te volgen dat zijn weerklank vond in het Parlement, daags na onze gemeenteverkiezingen.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken heeft, naar aanleiding van sommige verkiezingen, een rechtspraak ingevoerd die, voor het minst, verbazend is. Men kent het beruchte geval van Hastière. Men heeft zich minder onledig gehouden met het geval van Heyst, omdat de toegevendheid van het Departement ten aanzien van de onregelmatigheden, het bedrog en de zoogezegd onbeduidende omkooperij, het gevoel van verontwaardiging heeft verstomd van den gewonen eerlijken man in de straat.

De instelling die ik beoog zou de minderheden onzer gemeenteraden, die vaak door partijdige en strijdlustige meerderheden worden gekneveld en ondersteund door provinciegouverneurs van dezelfde politieke kleur, in staat stellen eerbied voor de wetten en de reglementen, waarborgen van het recht der minderheden, op te eischen en te bekomen.

Op te merken valt dat de misbruiken die ik bedoel een neiging vertoonen om meer en meer toe te nemen sedert het de gewoonte is geworden een versteviging van het gezagsbeginsel op te eischen. Dergelijke versteviging doet zich voor als een soort verkapte diktatuur uitgeoefend door de vertegenwoordigers der partijen die aan het bewind zijn.

ANTWOORD. — Bij de Kamers is een wetsvoorstel aanhangig waarover de Regeering stelling zal nemen wanneer het ter behandeling komen zal.

TWEEDE VRAAG. — *Ruchtbaarheid, waarborg voor het volk.*

Geheel het openbaar recht van den Belgischen democratischen staat is door drongen van de bezorgdheid om de handelingen van de overheden in de vergaderingen aan de bestendige controle van de openbare meening te onderwerpen. Onze rechtbanken en hoven, onze gemeente- en provincieraden, het Parlement zetelen en beraadslagen in het openbaar. Dit gebruik gaf tot geen ernstige kritiek aanleiding. Het was integendeel heilzaam. Het schiep vertrouwen. Het liet toe de vergissingen, de leugens, de ongezone geheimzinnigheid te verdrijven waarmee sommigen onbeduidende feiten omringden wanneer zij niet ten volle gekend waren.

Onze gemeenteraden vergaderen in het openbaar voor de afhandeling van de zaken in het algemeen. De wet laat weliswaar toe, deze ruchtbaarheid te beperken voor zekere zaken : begrotingen, rekeningen, vervreemding van het openbaar domein, enz., maar in feite worden alle zaken die geen persoonlijk karakter dragen in het openbaar behandeld. Deze handelswijze beantwoordt aan het algemeen gevoel en geeft een zin aan het woord « democratie » waarop onze politieke partijen zich tot hier toe beroepen.

Het komt nochtans voor dat zekere schepencolleges, teneinde deze « ruchtbaarheid, waarborg voor het volk » te voorkomen, de openbare vergaderingen vermijden en zelfs de verplichte ruchtbaarheid ontduiken voor de door

de wet voorgeschreven zaken. Zij bereiden een zeer gevulde dagorde voor de gesloten vergadering die aan de openbare vergadering voorafgaat, zoodat deze laatste eerst om 11 uur, zelfs om middernacht wordt geopend.

Om aan deze betreurenswaardige dwalingen, die niet mogen algemeen worden, een einde te stellen zouden eenige regels wet volstaan waarvan het Departement van Binnenlandsche Zaken het initiatief zou dienen te nemen.

ANTWOORD. — Artikel 87 van de gemeentewet voorziet het recht van nietigverklaring der manoeuvres tot ontduiking van de openbaarheid der raadsvergaderingen.

DERDE VRAAG. — *De benoeming der burgemeesters.*

De benoeming der burgemeesters geeft bij elke herkiezing en dikwijls zelfs ter gelegenheid van vertrek of overlijden, aanleiding tot levendige betwistingen. Dit is het geval omdat een groot aantal burgemeesters niet de feitelijke meerderheid van de bevolking vertegenwoordigen. Zij zijn doorgaans de verkozenen van politieke coalities na de verkiezingen tot stand gekomen, ten spijte van een groot aantal kiezers dit tot de coalitiepartij behooren.

De natuurlijke oplossing dezer moeilijkheden ligt in benoeming van den burgemeester rechtstreeks door den gemeenteraad en misschien in de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging in de samenstelling van het schepencollege.

Mocht deze oplossing geen meerderheid vinden, dan zou het althans passen de toepassing in overweging te nemen van de evenredige vertegenwoordiging op het college met aanduiding van den burgemeester in den schoot van de talrijkste groep van den gemeenteraad.

Hierin ligt, meen ik, een complex van maatregelen dat, in verband gebracht met de evenredige vertegenwoordiging in den schoot van de bestendige deputaties, van dien aard is de bedaring aan te brengen van veel politiek getwist, terwijl daardoor ook een doelmatig bestuur van de openbare zaak zou verzekerd worden.

ANTWOORD. — De voorgestelde oplossingen zijn niet van dien aard dat zij de voorkeur zouden verdienen op het bestaande stelsel.

VIERDE VRAAG. — *De grensincidenten.*

Sedert het racitisch bewind in Duitschland, hebben er zich betreurenswaardige incidenten voorgedaan aan de grens der genaaste kantons. De Belgische bevolking is ongerust. Agenten van de openbare macht werden mishandeld door vreemdelingen uit Duitschland gekomen.

Ik heb den indruk — en mijn gevoelen wordt gedeeld door talrijke medeburgers — dat de aan onze grens getroffen voorzorgsmaatregelen ontoereikend en merkelijker geringer zijn dan die waartoe de Minister van Binnenlandsche Zaken de gewoonte heeft zijn toevlucht te nemen naar aanleiding van werkstakingen in de nijverheidstreek.

Het publiek wil dat de volledige veiligheid worde verzekerd aan de bevolking der genaaste kantons. Konden er desaangaande uitdrukkelijke verzekeringen worden gegeven, dan zou het land zich gerustgesteld gevoelen en zouden de Belgen fier zijn dat 's lands overheden krachtadig besloten zijn al de voorrechten van onze onafhankelijkheid te doen eerbiedigen.

ANTWOORD. — Ik meen te mogen bevestigen dat de Regeering den toestand meester is.

VIJFDE VRAAG. — *De wedden van het gemeentepersoneel.*

De toepassing der wet van 21 December 1927, waarbij de wedden der gemeentebedienden worden bepaald, heeft aanleiding gegeven tot vele betwistingen tusschen de gemeenten en de bestendige deputaties.

Thans is de rechtspraak nog niet gevestigd en het conflict tusschen de interpretatie aan de wet gegeven door talrijke betrokken gemeenten en door sommige bestendige deputaties, is op verre na niet bijgelegd.

Ten einde klaarheid te scheppen en de houding door de gemeentebesturen aan te nemen duidelijk te bepalen, heb ik op 22 Mei 1933 den Minister van Binnenlandsche Zaken verzocht te willen antwoorden op een vraag waarin ik zinspeelde op de voorbereidende werkzaamheden, de besprekingen in Kamer en Senaat, de ministerieele omzendbrieven en verschillend commentaar.

Op deze vraag antwoordde de Minister als volgt :

« De wet van 21 December 1927 beperkt niet het recht van beoordeeling der Bestendige Deputatie wat betreft de loonschalen van het gemeentepersoneel, die haar ter beoordeeling worden voorgelegd. »

Het hoeft amper gezegd dat dit antwoord mij geen voldoening kan schenken, evenmin als het zal voldoening schenken aan partijen, die zich angstig afvragen welke oplossing dient gegeven aan de vraagstukken aanhangig bij de bestendige deputaties.

Het komt er op aan voor dit geval een nieuwe inbreuk op de gemeentelijke zelfstandigheid te vermijden.

ANTWOORD. — Ik bevestig ten volle het antwoord gegeven op vraag n^r 4.

De beperking van het recht van beoordeeling zou trouwens niet strooken met de bepalingen der Gemeentewet, die aan de provinciale colleges een recht van volstrekte contrôle toevertrouwt over de begrotingen der gemeenten.

ZESDE VRAAG. — *Nationaal Crisisfonds.*

Uit een studie onderteeekend door onzen collega Emile Vinck, ondervoorzitter van den Senaat en getiteld : « Memorandum soumis au Gouvernement », en verschenen in n^r 153 (November 1933) van het tijdschrift « Le Mémorial Communal », blijkt dat bij de hervorming van het Nationaal Crisisfonds, op 31 Mei 1933, de Staat, overeenkomstig een reeds te lang gevolgde politiek, de gelegenheid heeft aangegrepen om zich van een belangrijk gedeelte van zijn verplichtingen te ontlasten op de gemeenten en provinciën. Het bedoelde belangrijk dokument stelt vast dat de nieuwe besluit-wet ten onrechte een last van fr. 38,000,663-72 oplegt aan de gemeenten en provinciën.

Het memorandum besluit : « De bepaling die het voorwerp uitmaakt van de besluit-wet van 31 Mei 1933 moet worden ingetrokken en bovendien moeten de provinciën en de gemeenten gemachtigd worden de abnormale lasten voor de werkloosheid op hun buitengewone begrooting te brengen en desgevallend leeningen op korten termijn (10 jaar) aan te gaan om deze lasten te dekken ».

ANTWOORD. — Het besluit tot oprichting van het Nationaal Crisisfonds geldt als wet; de leden van de Kamers kunnen van hun recht van initiatief

gebruik maken om wijziging te bekomen van de eene of de andere van zijn bepalingen.

Wat de voorstellen betreft om aan de openbare besturen toe te laten het bedrag van hun aandeel in het N. C. F. te dekken door het aangaan van een leening, zij moeten over het algemeen moeten afgewezen worden in het belang van een gezond bestuur en om redenen die eigen zijn aan den aard van de uitgave.

ZEVENDE VRAAG. — Pensioen der boden van de rechtbanken van eersten aanleg te Antwerpen.

Door de wet van 31 Juli 1920 werden de boden van de rechtbanken van eersten aanleg zonder dat zij geraadpleegd werden en zonder hun toestemming, door den Staat weder overgenomen en zulks vanaf 1 Juli 1930. Wellicht ingevolge een vergetelheid in vermelde wet, zagen de boden der rechtbanken te Antwerpen zich beroofd van hun pensioen van vóór 1 Juli 1920, hoewel zij, overeenkomstig een besluit van den provincieraad van Antwerpen van 8 en 9 Juli 1914, bij de provinciale pensioenkas waren aangesloten.

De provincieraad heeft deze aansluiting herhaaldelijk bekrachtigd en bij de Regeering stappen gedaan, namelijk op 6 Augustus 1925 en in 1930 ingevolge een verslag van de Commissie der wedden en pensioenen van 15 October 1930, waarin staat : « Het is een vaststaand feit dat wanneer de Staat deze bedienden heeft overgenomen hij de verplichting heeft aangegaan hun geen schade te veroorzaken.

Indien zij ten laste gebleven waren van de provincie zooals de gelijkaardige bedienden van Mechelen en Turnhout, dan zou de provincie hun zonder twijfel een volle pensioen hebben betaald. Deze toestand werd echter door den Staat met kennis van zaken geschapen.

Hij is verplicht, benevens de wedde, later aan de betrokkenen een billijk pensioen te betalen voor al de dienstjaren die zij tellen zoowel vóór als na de overneming door den Staat.

De Commissie herinnert er eveneens aan dat de Raad een uitdrukkelijk stap bij de Regeering zou steunen.

Om dezen toestand te verhelpen werden voor Antwerpen alleen sedert 1925 verzoekschrift op verzoekschrift gestuurd aan Z. M. den Koning, op 12 November 1930, 23 Juni 1931, 1 Augustus 1932, 17 September 1932 en 21 Maart 1933, om een besluit te verkrijgen.

Ondanks de stappen sedert talrijke jaren gedaan, om een billijke verbetering van het pensioen te bekomen, blijft de betwiste toestand immer ter studie.

Het blijkt rechtvaardig dat een oplossing gevonden worde zonder verwijl en men de bedoelde ongerijmdheid in orde brenge.

ANTWOORD. — Deze zaak valt in de bevoegdheid van het Departement van Financiën, waaraan zij werd overgemaakt.

ACHTSTE VRAAG. — Kosten van het personeel van het Nationaal Werk der Invaliden.

1^o Bij artikel 24 van de begroting staat vermeld als kosten van het personeel voor het Nationaal Werk der Invaliden, een som van 2,426,600 frank, terwijl in een antwoord op een vraag van den heer Nèves (20 October 1932) werd geantwoord, dat het totaal der wedden ongeveer 1,500,000 frank bedroeg;

2^o Ik wenschte aan te weten of op de wedden van het personeel van dit werk en andere tegemoetkomingen de verminderingen werden toegepast die voor het Staatspersoneel gelden.

ANTWOORDT. — 1^o De som vermeld in het antwoord op de vraag van volksvertegenwoordiger Nèves betreffende de wedden van het personeel van het Werk, in het cijfer der wedden van het personeel van het hoofdcomité.

Bij deze som dienen gevoegd de wedden van het personeel van de arrondissementscomités en van het Nationaal Instituut der Invaliden te Ukkel, hetzij :

Hoofdcomité en arrondissementscomité's	 fr.	2,210,397 55
Nationaal Instituut		216,229 60

afgrond tot 2,426,600 frank; fr. 2,426,627 15

2^o De vermindering werd toegepast.

NEGENDE VRAAG. — Tenslotte, wie is de burgemeester (artikel 29) die een pensioen geniet.

ANTWOORD. — Het betreft een burgemeester ambtenaar (genaaste gebieden) die zijn recht op pensioen mocht doen gelden, overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 April 1928.